

Les subsides

Je dirai simplement, madame la Présidente, qu'en fait ce débat oppose deux grands partis qui ont gouverné le pays depuis un siècle. C'est une question de confiance. J'ai ici toute une liste des calamités qui sont tombées sur nous. Je me souviens de l'époque où j'avais pour fonction de préparer une politique agricole nationale, aux débuts du gouvernement Diefenbaker. Nous avons eu droit au même genre de critiques. A l'époque, la situation paraissait peu reluisante. Je me suis souvenu du jour où j'ai annoncé que nous venions de conclure notre première vente de céréales, un marché à long terme, avec la Chine. Le NPD a dit que ce marché n'en était pas un et que c'était un canular. Les libéraux nous ont reproché de vendre du blé à crédit à nos ennemis pour combattre nos amis.

Je n'en dirai pas plus. C'est une question de confiance. Nos réalisations ne nous valent-elles pas un peu plus de confiance que cette motion n'en reflète? Si nous examinons ce que les libéraux ont fait, que pouvons-nous répondre à cela?

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Champagne (Champlain): Madame la Présidente, je crois sincèrement que dans les propos très brefs, mais des propos fort convaincants de mon collègue, on peut se rendre à l'évidence que l'agriculture canadienne, en particulier depuis notre élection en tant que gouvernement responsable en septembre 1984, a fait un bond en avant.

[Traduction]

Je voudrais poser une question au député.

[Français]

Vous savez, madame la Présidente, je voudrais qu'il m'interdise de quelle façon il conçoit en matière d'agriculture les efforts qui ont été faits d'un bout à l'autre du Canada. On parle de Terre-Neuve et on va jusqu'en Colombie-Britannique. Parlons premièrement d'une politique laitière à long terme, et on sait jusqu'à point les producteurs canadiens la voulaient. Depuis 1980 les libéraux la promettaient et, depuis 1980, ces gens-là étaient dans une situation qui laissait dans le doute, il fallait un gouvernement progressiste conservateur pour la signer.

• (1740)

On se souviendra, madame la Présidente, que pour le Québec—les pertes de récoltes de 1983—c'est nous qui l'avons signée, c'est nous qui avons réglé le problème parce que les libéraux, dans leur incompétence, disaient que les producteurs du Québec avaient suffisamment d'argent. Madame la Présidente, j'aimerais que mon collègue me dise dans quel état il perçoit la proposition du député d'Algoma (M. Foster) lorsqu'il parle du fait que les producteurs canadiens, que l'agriculture canadienne est en danger, alors que son propre gouvernement a refusé de les aider pendant 20 ans. J'aimerais, madame la Présidente, que mon collègue me parle des taux d'intérêt de 16.75 p. 100 que la Société du crédit agricole offrait aux producteurs agricoles alors que les libéraux étaient au pouvoir. Comment se fait-il que le député d'Algoma, qui est la critique actuel en matière d'agriculture, n'ait pas présenté cette motion en ce temps-là? S'il avait été honnête, il l'aurait sûrement fait. J'aimerais que mon collègue m'explique parce que je sais jusqu'à quel point il est au courant des dossiers de

l'agriculture, je sais jusqu'à quel point il est préoccupé par l'avenir économique de nos producteurs agricoles.

Madame la Présidente, ce que le Canada veut, ce que le gouvernement du Canada veut, ce que le ministre de l'Agriculture (M. Wise) fait depuis 1984, c'est d'abord et avant tout un exercice de relations avec les provinces, c'est-à-dire qu'on s'est parlé, qu'on s'est entendu sur des programmes. Regardons, dernièrement, ce qu'on a signé avec le Québec: 35 millions de dollars! J'aimerais que mon collègue me fasse ses commentaires au sujet des ententes qu'on a signées avec les Maritimes. L'efficacité réside d'abord et avant tout dans le respect que l'on donne à l'ensemble de nos producteurs, des provinces et à l'agriculture canadienne. J'aimerais que mon collègue, madame la Présidente, en terminant parce que je ne voudrais pas abuser du temps de cette Chambre, me parle des ententes qui s'en viennent. On parle des ententes bilatérales avec les Américains. On parle des ententes multilatérales du GATT, parce que c'est la première fois qu'un gouvernement responsable, un gouvernement progressiste conservateur, prend la peine de mettre en première ligne au Tokyo Round la question de l'agriculture.

C'est la première fois qu'un gouvernement responsable, un gouvernement moral prend la responsabilité de faire un paiement de stabilisation, de faire un paiement additionnel d'un milliard de dollars pour les producteurs de céréales, et on voit le député d'Algoma se plaindre. Mais il se plaint de quoi, madame la Présidente? Est-ce qu'il se plaint de ce qu'on aide les producteurs agricoles? Si c'est là le but de son intervention, je pense qu'il devrait davantage écouter. Il devrait davantage collaborer et il devrait, surtout, et je le dis pour le député de Richmond—Wolfe (M. Tardiff), regardez les quelque 400 réalisations que l'on a faites au niveau de l'agriculture depuis notre arrivée au pouvoir... Ce ne sont pas des paroles! Ce sont des gestes concrets. L'agriculture canadienne est une de nos principales priorités économiques et dans la mesure où un gouvernement responsable avec en tête un ministre de l'Agriculture responsable comme celui que nous avons à l'heure actuelle continuera à travailler dans ce sens-là, je pense qu'on pourra en arriver à quelque chose de très positif.

Alors j'aimerais que mon collègue puisse m'indiquer son point de vue sur ces multiples questions.

[Traduction]

M. Hamilton: Madame la Présidente, je ne peux pas répondre à toutes ces questions. Je disais simplement que le gouvernement dont je faisais partie avait accompli énormément de choses dans toutes les provinces du pays. Quand on présente une motion comme celle-ci, il est bon de se demander si les gens ont oublié qu'ils nous ont fait confiance pendant des années.

En parlant de confiance, celui qui travaillait pour moi quand je mettais la dernière main à cette politique en 1962 est maintenant premier ministre (M. Mulroney). Je l'appellais mon secrétaire particulier, mais il se désignait lui-même autrement. C'est grâce à lui que nous avons pu faire venir au Canada le sperme de charolais qui a entraîné une véritable révolution dans l'industrie bovine. Comme je ne pouvais pas m'exprimer avec facilité au Québec, il expliquait ce que j'essayais de dire. Nous avons obtenu de bons résultats au Québec en 1962, 1963